

OP@LE STOP AU DÉPLOIEMENT FORCÉ



LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE



Les personnels administratifs utilisateurs d'Op@le dans les services de gestion souffrent d'un logiciel inabouti et y consacrent un temps considérable. Parmi les conséquences, une dégradation, parfois lourdement, des missions au service des élèves des familles ou des autres personnels, notamment enseignants.

Depuis de longs mois, les organisations syndicales alertent en vain le MEN : demande d'audience par courrier le 11 avril 2024 et lors des instances nationales le 7 mai. Sans aucune réponse à ce jour. INTOLÉRABLE silence plein de mépris.



CHRONOPHAGE, INSTABLE, STRESSANT, ANXIOGÈNE, DÉVELOPPEMENT DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX-ORGANISATIONNELS C'EST LA RÉALITÉ DU LOGICIEL OP@LE IMPOSÉ AUX PERSONNELS

UN MINISTÈRE SOURD ET OBSTINÉ

Le ministère ne prend pas la mesure de la situation. Il persiste à exiger l'utilisation du logiciel sans prendre en compte les demandes de SIMPLIFICATION et maintient même la fin du déploiement pour tous en 2025. C'est INSOUTENABLE!

Ce progiciel, expérimenté dès 2021 par des volontaires, a vu sa généralisation sous contrainte ministérielle débuter en janvier 2024. Pourtant, aujourd'hui encore, Op@le ce sont :

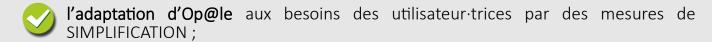


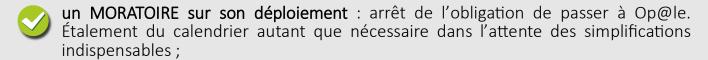
- des dysfonctionnements récurrents et non résolus pendant des mois. Le module important (les « régies ») ne fonctionne pas et le ministère a même recommandé de ne pas l'utiliser! Les utilisateur·trices sont 81% à dénoncer les lenteurs techniques en 2024!
- une *ergonomie désastreuse* (selon 67% des personnels) qui rend complexe l'usage de l'outil;
- un temps d'adaptation et de paramétrage important, difficilement gérable face au reste de la charge en établissement ;
- des *services dégradés* ou retardés : bourses, télépaiement ou prélèvements pour la restauration avec des factures incompréhensibles pour les familles, voyages scolaires, paiement des fournisseurs...
- une *dégradation significative des conditions de travail* entraînant des arrêts de travail et même des départs de l'Éducation nationale.

ENCORE UNE FOIS, CE SONT LES PERSONNELS QUI PAIENT LE PRIX DU DÉPLOIEMENT D'UN OUTIL DONT LE PARAMÉTRAGE NATIF EST INABOUTI ET DONT LES FONCTIONNALITÉS NE SONT PAS TOTALEMENT ÉPROUVÉES. LES PERSONNELS N'EN PEUVENT PLUS!

IL EST TEMPS DE RÉAGIR : EN 2025. IL SERA TROP TARD !

LES ORGANISATIONS SYNDICALES A&I UNSA. SNASUB FSU. CFDT ÉDUCATION FORMATION RECHERCHE PUBLIQUES, CGT ÉDUC'ACTION, SUD ÉDUCATION ET LES PERSONNELS EXIGENT :





- la mise en place de moyens accrus et pérennes pour l'accompagnement des personnels (formateurs et tuteurs en nombre suffisant, partout sur le territoire y compris dans les académies ultramarines);
- une documentation unifiée et mise à jour régulièrement ; le renforcement effectif des moyens d'assistance notamment pour les services informatiques ;
- l'ouverture des comptes épargne temps (CET) pour les congés non pris et le paiement des heures supplémentaires effectuées.

OUI, en signant cette pétition, je demande que la ministre reçoive l'intersyndicale, qu'elle ouvre la voie à la SIMPLIFICATION du progiciel OP@LE et décide d'un MORATOIRE sur le calendrier de déploiement!







SIGNEZ LA PÉTITION INTERSYNDICALE EN LIGNE SUIVRE LE LIEN...OU SCANNER HTTPS://CHNG.IT/NMDQLCV4TH



263 RUE DE PARIS 93100 MONTREUIL

CGT Éduc'action

www.cgteduc.fr

0155827655 • unsen@cgteduc.fr











@cgteducaction